

FUSION GLOBALE DGI-DGCP



18 OCTOBRE AGIR SANS ATTENDRE

4/10/07

Cinq mois après l'annonce de la fusion DGI/DGCP par le Président de la République, le ministre Eric Woerth a choisi l'option la plus risquée, celle de la fusion globale des deux administrations. En septembre, le Ministre reconnaissait lui-même que les multiples métiers, les deux cultures historiquement différentes rendaient la fusion totale «plus compliquée» que la fusion fiscale.

Donc 1er constat : Bercy prend un risque encore plus grand qu'en 2000 !

Bien que le Ministre se soit engagé auprès des maires et élus locaux sur le maintien de missions fiscales dans les trésoreries hors résidence de la DGI, le mouvement de fermeture de sites ne va pas s'arrêter et les réductions d'effectifs sont bel et bien le but essentiel de l'opération.

Deuxième constat : Le service public n'est pas au cœur de la réforme annoncée.

Enfin, ne voulant pas affronter la «caste» des TPG, qui s'apprêtent donc à devenir des «préfets financiers» politiquement très discutables et administrativement injustifiables, le Ministre prend le risque de la réforme la plus complexe à réaliser. Aucun pays développé n'a osé mélanger l'administration de la dépense publique et les missions fiscales !

Troisième constat : C'est parce qu'il a considéré comme insoluble le casse-tête hiérarchique qu'Eric Woerth a rejeté la solution la plus raisonnable.

Dans son discours qui s'est voulu politiquement correct, rien de précis ni rien de positif pour les agents n'a été annoncé. Il faudrait aujourd'hui se contenter de la vague promesse : «il n'y aura pas de perdants».

Le passé nous permet de décrypter le sens d'un tel message, il y a volonté de mettre en œuvre une réforme pourtant historique à moindre coût : aucun règlement du passif, aucune mesure pérenne pour l'avenir. Peut-être, tout au plus, le versement en 2008 d'une prime à la modernisation pour solde de tout compte !

Le SNUI a combattu et va continuer de combattre le choix qui vient d'être fait.

LE 18 OCTOBRE TOUS EN GRÈVE NATIONALE

Le choix d'Eric Woerth n'est pas acceptable !

- Il n'est pas centré sur la qualité du service à l'usager mais sur les économies budgétaires.
- Il menace de nivellement financier des milliers d'agents B et C qui attendent au contraire une reconnaissance de leurs efforts (alors que visiblement la priorité va être donnée à calmer les inquiétudes des DSF et des encadrements supérieurs des deux administrations).
- Il vise la destruction de repères essentiels pour des fonctionnaires très attachés à la culture statutaire (règles de gestion, organisation des carrières, systèmes indemnitaires).
- Il laisse enfin planer le flou sur le calendrier précis de réalisation des grands changements, mais les décisions essentielles, selon certains indices, seront bouclées très vite. Des réunions sont prévues «pour les jours prochains». Face à ces incertitudes les agents ne peuvent qu'exprimer leur ras le bol de vivre dans un univers instable avec comme seul repère des suppressions d'emplois et encore des suppressions d'emplois.

Le SNUI s'engage donc à défendre les conditions de travail des agents des impôts, leurs revendications pécuniaires et leur culture administrative (attachement à leur technicité, respect du contribuable, attachement à leurs garanties de gestion).

Le SNUI s'engage aussi à défendre les valeurs du service public, donc des implantations et des effectifs suffisants.

D'ores et déjà le syndicat engage une campagne d'assemblées générales exceptionnelles et de débats, qui plus est, il fait le lien avec le plan d'ensemble du gouvernement concernant tous les fonctionnaires et toutes les administrations.

C'est bien le moment de repenser au discours présidentiel de Nantes, au discours du Premier Ministre le 1er octobre, les annonces d'Eric Woerth du 4 octobre se situent bien dans la même lignée.

C'est bien le moment aussi de remettre la revendication salariale sur le devant de la scène. Assez de «forums» et de «conférences» ; ce sont des négociations qu'il faut ouvrir très vite !

LE SNUI APPELLE DONC LES AGENTS DES IMPÔTS À FAIRE GRÈVE LE 18 OCTOBRE.

Dès le 18 octobre, les agents de la DGI doivent se faire entendre sur l'ensemble de leurs revendications. Le Ministre de la fusion globale et de la Fonction Publique doit répondre à leurs attentes.

LE 18 OCTOBRE TOUS EN GRÈVE NATIONALE